

[Text]

What he did say, if the press reports are correct, is that the Opposition is more interested in scoring political points than really getting to the bottom of the matter.

Mr. Woolliams: That is not what the press report said at all. You have not read it.

Mr. Poulin: No, I have not read it. I was taking down notes as you read it, though, that "they are more interested in scoring political points", which is very evident by the conduct that you are engaging in today—more interested in scoring political points, clearly, than in talking to General Dare, Commissioner Simmonds and Mr. Robin Bourne, who are here. Obviously the interest is in scoring political points, and rather than getting to the bottom of matters with the chief law officers of the Crown and the chief law enforcement officers of the RCMP, who are here, you go through this charade. I would be clearly opposed to any such motion on such spurious grounds.

• 1550

The Chairman: Mr. McGrath.

Mr. McGrath: I would just like to say this, Mr. Chairman, and that is that if a stranger, to use Parliamentary terms, were to make this kind of a charge, the Committee would be rightfully indignant and would demand that that stranger be called before the Committee to give an accounting. This has been done in the past. What Mr. Allmand has said, and it is reported by UPI and CP, both wire services, is in fact a very serious reflection on the Chair and a serious reflection on the integrity of the Committee as outlined by my colleague Mr. Jarvis in his motion. The UPI story quotes him as saying:

... Committees are not interested in getting at the truth; they are more interested in scoring partisan political points ...

And this other quotation:

... I just do not think it is a good place to do all this; it is a bit like a circus ...

That is UPI. Canadian Press, the same date:

Commons Committees are politically inspired bodies. They are less interested in rights and wrongs than in making political points ...

These are serious charges, Mr. Chairman, and all we call for in the motion is that the Minister of Consumer and Corporate Affairs, sometimes Acting Solicitor General, a member of Parliament, be invited to appear before the Committee to substantiate or else withdraw these very serious charges.

The Chairman: Mr. Lee.

Mr. Lee: It seems to me that probably the better format for that would be to raise it through the Chairman, or any member of this Committee could raise a question of privilege, but I do not see any value in bringing the former Solicitor General before this Committee—the present Minister of Consumer and Corporate Affairs—and it seems to me that the most logical or the best format would be for either the Chairman or any member of this Committee to raise a question of privilege in the House.

[Translation]

Il a dit, si les articles de presse sont exacts, que l'opposition est plus intéressée à tirer des avantages politiques qu'à aller au fond des choses.

M. Woolliams: Ce n'est pas du tout cela que dit l'article. Vous ne l'avez pas lu.

M. Poulin: Non, je ne l'ai pas lu. J'ai toutefois pris des notes pendant que vous lisiez, à l'effet que «ils étaient plus intéressés à faire des gains politiques», ce qui est très évident compte tenu de la façon dont vous vous comportez aujourd'hui. Il est évident que vous êtes plus intéressés à faire des gains politiques qu'à discuter avec le général Dare, le commissaire Simmonds et M. Robin Bourne qui sont ici. Il est évident que vous êtes plus intéressés par les gains politiques que par le besoin d'aller au fond des choses avec les principaux chefs de police de la Couronne et les officiers supérieurs de la GRC, qui sont présents. Vous faites des charades. Je suis tout à fait opposé à une telle motion si mal fondée.

Le président: M. McGrath.

M. McGrath: J'aimerais simplement souligner, monsieur le président, que si un «étranger», pour parler en terme parlementaire, devait porter ce genre d'accusation, le comité serait à juste titre indigné et exigerait la comparution de cet «étranger» devant le comité pour rendre compte de ses actes. Cela fut fait par le passé. Les observations de M. Allmand, rapportées par UPI et la Presse canadienne, les deux services de presse, constituent en fait un blâme très grave à l'endroit du président et un blâme grave quant à l'intégrité des membres du comité, ainsi que l'expose mon collègue, M. Jarvis, dans sa motion. L'article de l'UPI laisse suite à l'effet que:

... les comités ne sont pas intéressés à rechercher la vérité; ils sont plus intéressés à faire mousser leur parti.

Et je cite encore:

... Je ne pense pas que ce soit un bon endroit pour le faire; c'est un peu comme un cirque ...

Voilà l'article de l'UPI. La Presse canadienne, à la même date, dit:

Les comités de la Chambre des communes sont des quantités d'inspiration politique. Ils s'intéressent moins au bien et au mal qu'à faire des gains politiques ...

Ce sont de graves accusations, monsieur le président, et tout ce que nous demandons dans cette motion est que le ministre de la Consommation et des Corporations, qui sert à l'occasion de solliciteur général suppléant, un parlementaire, soit invité à comparaître devant le comité pour présenter les preuves ou retirer ces très graves accusations.

Le président: M. Lee.

M. Lee: Il me semble qu'il existe sans doute une meilleure façon de procéder en ce sens que le président, ou un autre membre du comité, devrait poser la question de privilège. Je ne vois toutefois pas aucune utilité à convoquer devant le comité l'ancien solliciteur général, l'actuel ministre de la Consommation et des Corporations. Il me semble que la solution la plus logique, ou la plus appropriée, serait que le président, ou un membre du comité, pose la question de privilège à la Chambre.